



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article376>

L'Islande est un laboratoire des contradictions. Une lettre de Susan George au Président islandais



ont fait, font, feront des Constituantes - Islande -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2011

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Dès le 29 novembre 2010, nous avons été les premiers à alerter sur les événements en Islande sous le titre ["1000 articles pour un volcan, aucun pour une élection constituante !"](#).

On se rappelle que les islandais avaient été sommés de payer les errements des établissements financiers installés sur leur sol et de rembourser ceux qui avaient alors spéculé avec ces institutions. Après qu'ils eurent dit non lors d'un référendum, une Assemblée constituante avait été mise en place. Son avenir est toujours incertain, vus les pressions et rapports de force qui s'exercent.

Le Parlement a, de nouveau, voté le remboursement des sommes pharaoniques en cause. Mais le Président islandais a, de nouveau, demandé un référendum.

Nous publions ci-dessous, la lettre que Susan George a adressée au Président.

22 février 2011

Son Excellence Olafur Ragnar Grimsson
Président de la République d'Islande

Excellence,

Permettez-moi de vous féliciter de votre décision courageuse d'appeler à un nouveau référendum en Islande pour que les citoyens puissent voter sur l'accord récemment conclu avec les gouvernements de la Grande Bretagne et des Pays bas concernant les dettes accumulées par la banque en faillite, Icesave.

En dépit de l'approbation parlementaire de cet accord, je crois comme vous que la démocratie exige que le peuple ait l'occasion de décider si oui ou non il accepte d'assumer une dette de près de quatre milliards d'euros qu'il pourrait être obligé de rembourser, avec intérêts, jusqu'en 2046. Les citoyens d'Islande n'ont pas cautionné le comportement irresponsable de Icesave ni obligé les gouvernements britannique et néerlandais à rembourser leurs propres investisseurs qui ont choisi de mettre leurs fonds dans cette banque.

Nous avons vu qu'un petit pays comme la Tunisie a pu déclencher un vaste mouvement pour la démocratie et la liberté. Peut-être l'exemple d'un autre petit pays l'Islande incitera d'autres gouvernements à refuser la domination de la finance privée et à considérer que son peuple passe avant les profits.

Avec mes vœux les plus sincères pour votre succès et celui du référendum.

Susan George